

L'espion des chroniqueurs et des auteurs médiévaux endosse de multiples visages. Il existe une infinité de nuances entre l'ambassadeur, le secrétaire ducal, l'homme d'arme, le moine, l'individu déguisé en « *fol* » ou en repris de justice, le marchand au long court, l'exilé ou le réfugié politique, le maître des métiers ou la pauvre dont le mari est retenu en prison. La notion d'espion est plus complexe et multiforme qu'il n'y paraît et écrire une histoire des espions au Moyen Âge restait à faire. L'histoire de tels individus est d'une approche délicate. Contrairement à d'autres périodes et d'autres espaces mieux pourvus, l'historiographie de l'espionnage au Moyen Âge est assez maigre. Cependant depuis une vingtaine d'années l'histoire des relations extérieures du Moyen Âge aux Temps modernes revient en force dans le monde de la recherche, comme en témoigne la multiplication des thèses, colloques et ouvrages de synthèses. La diplomatie apparaît comme un lieu d'échanges et d'interactions où s'imbriquent les études sur le renseignement. C'est particulièrement vrai pour l'étude des processus de paix. Ils font appel aux négociations entre puissances, et partant de là, aux circuits de l'information. Sans ignorer les travaux antérieurs, par exemple de Léon Mirot (1900) ou Georges Cirot (1917), les recherches sur l'espion médiéval débutent vraiment avec les travaux de Christopher Allmand (1976). Ils révèlent la présence d'espions, dans les sociétés en guerre, capables d'apporter des renseignements décisifs à la poursuite du conflit franco-anglais. Ponctuellement, entre 1970 et 1990, plusieurs articles aborderont la question de l'espion en s'attachant à un individu, une ville, un document ou une période. Les années 1990 marquent réellement un tournant avec les études des spécialistes de l'époque moderne particulièrement Lucien Bély (*Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, 1990) ouvrant le champ à de nouveaux travaux tels ceux d'Alain Hugon (2004) ou de Béatrice Perez (2010). Pour se garder de l'anachronisme ou de l'étude technique, les historiens préfèrent l'idée de circulation de l'information à celle de renseignement ou d'espionnage. « *La notion d'information convient mieux, plus molle, plus générale, plus vague, plus culturelle, plus sociale* » (Lucien Bély). Les médiévistes embottent le pas et se saisissent de ces questions. L'attention des chercheurs se porte sur l'étude des relations extérieures en mettant non plus seulement l'accent sur les buts de la diplomatie et de l'espionnage, ou sur des moments particuliers, mais en abordant directement le travail des diplomates et des espions. Dans ce sens, des recherches ont vu le jour sur l'art de la négociation (Anne-Brigitte Spitzbarth, 2013), la notion de secret (Jean-Baptiste Santamaria, 2018) ou sur les hommes sur lesquels reposait l'activité diplomatique et de renseignement (Stéphane Péquignot, 2009). Bastian Walter (2012) et moi-même (2019) nous sommes intéressés non seulement à l'information du prince mais aussi à celle des villes montrant comment les acteurs du renseignement permettent aux élites urbaines de se maintenir au pouvoir dans le cadre conflictuel de la guerre civile entre les Armagnacs et les Bourguignons ou des guerres de Bourgogne.

Néanmoins, ces études reposent parfois sur une période beaucoup trop brève pour comprendre les évolutions et les pratiques de l'espionnage. Pour cette raison l'ouvrage de Paolo Preto (1994) est remarquable puisqu'il privilégie la longue durée. Les acteurs (seigneurs, villes, princes, papauté) et les espaces géographiques (Italie, Espagne, France, Angleterre, Rhin Supérieur, Saint-Empire romain germanique) sont aujourd'hui nombreux à être étudiés et les recherches devront se porter dorénavant sur une histoire du corps et des sens, sur les modalités du recrutement et les compétences de ce personnel, tant linguistiques que militaires et techniques, les réseaux de parentèles, d'amitiés ou de clientèles, les cadres institutionnels, les emprunts au monde antique, aux civilisations arabes et byzantines. Ce sont autant de

facteurs qui méritent l'attention de l'historien pour mieux définir le profil de l'espion. Il n'est pas seulement un espion d'armée mais un informateur royal, un mouchard de police voire un délateur ; pire ! Un assassin ou un empoisonneur. De plus, à l'information officielle s'oppose la rumeur ; l'information officieuse et illégitime. Chargée de violences et de dangers, elle peut déstabiliser le pouvoir. Ce qui ouvre le champ du renseignement intérieur et de sécurité. Les champs de recherche sont nombreux jusqu'à l'utilisation faite de l'information transmise par l'espion. Aujourd'hui le nombre des contributions s'élargit et les ouvrages collectifs, depuis le recueil coordonné par Keith Neilson en 1992 (*Go spy the Land. Military Intelligence in History*), apportent des points de comparaisons dans les méthodes, le temps et l'espace. On pense à L'envers du décor. Espionnage, complot, trahison, vengeance et violence en pays bourguignons et liégeois, dirigé par Jean-Marie Cauchies et Alain Marchandise (2008), Politiques du renseignement avec des textes rassemblés par Laurent Sébastien (2009) ou encore Renseignement et espionnage pendant l'Antiquité et le Moyen Âge, sous la direction de Patrice Brun et Éric Denécé (2020).

Le cadre de notre étude est le Moyen Âge. Constamment évoqué par nos contemporains, il exerce à la fois fascination et mépris. Cette attitude est ancienne. Elle naît avec Giovanni Andrea Bussi († 1475) et les théoriciens de la Renaissance qui, en Italie, critiquent le gothique – l'expression est de Leonardo Bruni († 1444) – réputé barbare. Ils valorisent l'Antiquité dont ils s'inspirent. Au XVI^e siècle, le mot « *Moyen Âge* » désigne cette période située entre l'Antiquité et les Temps modernes. La langue française en tire l'adjectif « *moyenâgeux* » aujourd'hui lourdement connoté et discriminatoire. Critiqué pour son prétendu obscurantisme par les philosophes des Lumières, le Romantisme du début du XIX^e siècle chante la poésie d'une époque et les racines médiévales de l'Europe. La charge affective qui entoure le Moyen Âge impose donc de se méfier des jugements de valeur sur les hommes qui ont vécu à cette époque : leurs systèmes de pensée ne sont plus les nôtres. Les limites du Moyen Âge sont fixées officiellement en 1838 : tout d'abord de la division de l'Empire romain (395) à la chute de Constantinople (1453) ; aujourd'hui de la fin de l'Empire romain d'Occident (476) à la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb (1492). Évidemment, ces repères n'ont de sens que pour l'Europe. Les siècles médiévaux, du V^e au XV^e siècle, englobent le haut Moyen Âge des rois Mérovingiens et des empereurs Carolingiens ; il s'achève par ce que les historiens désignent comme l'« *automne* » du Moyen Âge, ou bas Moyen Âge, un temps de guerres et de pestes allant du XIV^e au XV^e siècle. Cette longue période est ponctuée d'un apogée, le Moyen Âge classique, celui du temps des cathédrales entre les XII^e et XIII^e siècles. En France, particulièrement pour notre sujet, aucune de ces dates n'a de signification politique réelle. En 476, Clovis n'est pas encore roi des Francs alors qu'en 1492, Charles VIII est déjà roi depuis dix ans. Au cours de cette période, la guerre de Cent ans tient une place particulière. Par sa durée et ses enjeux, l'importance des populations impliquées, elle dépasse les guerres féodales en ce qu'elle transforme l'exercice de la guerre et du pouvoir.

La France n'existe pas avant le XIV^e siècle. Jusqu'à la fin du XIII^e siècle les rois se disent « *rois des Francs* ». Ils affirment par-là tirer leur pouvoir d'un peuple, élu et dominant, non d'un territoire. Cependant un long travail s'est amorcé. Les clercs se dotent des outils historiques pour penser le temps et l'espace et faire naître le royaume. Les officiers royaux quadrillent le territoire et créent un espace administratif. Les rois, itinérants, vont à la rencontre de leurs sujets. Un espace politique se crée dont les frontières s'affirment au contact de l'ennemi. Si les

sujets vivent au rythme de leur pays de connaissance, dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres, ils n'y sont pas riviés. C'est tout un monde d'étudiants, d'officiers, d'artisans, de marchands, de moines ou de nobles, de vagabonds, qui est en mouvement. À partir du XIV^e siècle, ils prennent conscience d'appartenir à un vaste territoire politique. *Populus* prend d'ailleurs un sens politique. Il s'agit de l'ensemble des gouvernés. Le roi très Chrétien est à la tête du nouveau peuple élu, peuple de Dieu, peuple chrétien. Il revient aux gouvernés la tâche essentielle d'être obéissants et actifs. Dorénavant, le nom *Franci*, utilisé pour parler de l'Île-de-France, est employé pour désigner l'ensemble des Français qui vivent dans le royaume. L'idée de nation semble surgir au tournant du XV^e siècle. L'invasion anglaise de l'année 1415 favorise l'émergence d'un fort sentiment national. Les Français s'opposent à ceux qui vivent à l'extérieur du royaume, les *Anglici*. La guerre est omniprésente et l'espionnage s'intensifie. Les occasions de collecter de l'information ne manquent pas. La prudence et le bon sens conduisent à employer une variété infinie d'acteurs à des fins de renseignement contre l'ennemi. Il y a autant d'espions que d'employeurs et de missions.

Benoît Léthenet

Benoît Léthenet est docteur en histoire. Il est directeur de recherches au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), chargé de cours à l'université de Strasbourg et membre associé à l'EA 3400 ARCHE (Arts, civilisation et histoire de l'Europe)